**DECLARATION MENSUELLE DE REVENUS
EN CAS D'ECARTEMENT PARTIEL DU TRAVAIL**

*Document à compléter et à transmettre le plus vite possible
à la mutualité ou à l'office régional de la CAAMI.*

Le soussigné, employeur,

Nom ou dénomination de l'employeur ou de l'entreprise :

.....

Adresse : .....

Code postal – commune : .....

Numéro d'inscription à l'O.N.S.S.

□□□□□□□□□□

(ou numéro unique d'entreprise)

Déclare que :

Nom et prénom du travailleuse : .....

NISS : .....

Ouvrière/employée (biffer la mention inutile)

Était occupée par lui, durant la période suivante :

Période de référence (1) :

Nombre moyen d'heures de travail par semaine (Q) : □□,□□ (2)

date de début : le □□-□□-□□□□

date de fin : le □□-□□-□□□□

Montant de la rémunération pour la période de référence

La travailleuse a perçu, pour la période susvisée, une rémunération (3)

de : □□□□□□ € □□ (**montant brut**)

Vacances prises durant la période de référence (4)

Nombre d'heures de vacances (5) : □□□,□□

Indemnité de rupture de contrat durant la période de référence

La travailleuse a perçu une indemnité de rupture de contrat (6)

de : □□□□□□ € □□ (**montant brut**),

pour la période du □□-□□-□□□□ au □□-□□-□□□□.

Chômage temporaire durant la période de référence

La travailleuse s'est trouvée en chômage temporaire durant la période de référence.

Accident du travail ou maladie professionnelle durant la période de référence

La travailleuse a été victime, dans l'exercice du travail adapté, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle pour lesquels elle est susceptible d'être indemnisée par l'entreprise d'assurances ou l'agence des risques professionnels (FEDRIS).

Fait à ....., le .....

Signature

Instructions pour compléter le formulaire

(1) La période de référence coïncide toujours avec le mois civil sauf si l'activité adaptée débute ou prend fin dans le courant de ce mois (début du repos de maternité, reprise normale du travail, fin de contrat de travail) : dans ce cas, la date de début ou de fin de la période de référence coïncide avec le premier ou le dernier jour d'exercice de l'activité adaptée.

(2) Il s'agit du nombre moyen d'heures par semaine pendant lesquelles la titulaire est censé effectuer (abstraction faite d'éventuelles suspensions dans l'exécution du contrat) le travail adapté. Les minutes doivent être exprimées en décimales.

(3) Par revenu professionnel, on entend non seulement la rémunération proprement dite mais également tous les autres revenus découlant de l'exercice de l'activité adaptée, tels que le salaire garanti. Il s'agit des revenus visés sous les codes rémunération 1, 5, 6, 12, 13, 22, 29, 30, 31, 43, 44, 51, 61, 65, 66 et 67 de l'annexe 7 de la DMFA (codification des rémunérations) visée ci-dessous.

Si la travailleuse a poursuivi l'activité jusqu'à la fin de l'année civile mais n'a pas épuisé, avant la fin de cette année civile, les vacances annuelles auxquelles elle pouvait prétendre, vous ne prenez plus, à partir de l'année de vacances 2024, également en considération le montant du pécule simple de vacances correspondant à ce solde de vacances annuelles au mois de décembre de l'année civile en question (sous le code rémunération 1).

Attention ! Le pécule de vacances (montant correspondant à la rémunération normale) payé (aux employés) pour les jours de vacances supplémentaires en cas de début ou de reprise d'activité, visées à l'article 17 bis des lois coordonnées du 28 juin 1971, ne doit pas être pris en considération.

(4) Par vacances, on entend :

- les vacances légales, c'est-à-dire les vacances annuelles visées par les lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;
- les vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire visée à l'article 6 des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés; il s'agit des vacances non payées par l'employeur, accordées notamment dans les secteurs du textile, du lin ou du diamant ;
- les vacances complémentaires, d'est-à-dire les vacances annuelles autres que les vacances légales ou en vertu d'une C.C.T. rendue obligatoire, pendant lesquelles le travailleur maintient sa rémunération.
- les vacances jeunes visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;
- les vacances seniors visées à l'article 5, alinéa 2, des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

↳ Il y a lieu d'indiquer les vacances prises par le travailleur durant la période de référence.

Attention ! Les heures de vacances supplémentaires en cas de début ou de reprise d'activité, visées à l'article 17 bis des lois coordonnées du 28 juin 1971, ne doivent pas être prises en considération.

(5) Les minutes doivent être exprimées en décimales (ex. 7h40 min devient 7,66)

(6) Les indemnités qui sont payées au travailleur lorsqu'il est mis fin au contrat de travail (pour autant qu'elles soient exprimées en temps de travail). Il s'agit des revenus qui sont visés sous les codes rémunération 3 et 9 de l'annexe 7 de la DMFA (codification des rémunérations) comme visés ci-dessous.

Annexe 7 : Codification des rémunérations (secteur ONSS)

Code	Libellé
1	Tous les montants qui sont toujours considérés comme rémunération, à l'exception des indemnités mentionnées sous un autre code.
5	Primes reçues par le travailleur qui limite ses prestations de travail dans le cadre des mesures de redistribution du travail.
6	Indemnités pour les heures qui ne constituent pas un temps de travail au sens de la loi sur le travail du 16 mars 1971, accordées en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire avant le 1 ^{er} janvier 1994 et rendue obligatoire par arrêté royal.
12	Partie du pécule de vacances qui correspond au salaire normal des jours de vacances et qui a été payé anticipativement par l'employeur précédent (non soumis aux cotisations). A partir du premier trimestre 2024, il s'agit de 90% du salaire brut par jour de congé pris et, le cas échéant, du montant qui lors du décompte final du pécule de vacances peut être déduit du montant du pécule simple de vacances effectivement dû par le nouvel employeur.
13	Indemnités pour les heures supplémentaires à ne pas récupérer et non soumises aux cotisations de sécurité sociale
22	Rémunération Flexi
29	Solde du budget mobilité versé en espèces et qui correspond au 3 ^{ème} pilier
30	Salaire garanti deuxième semaine
31	Indemnité CCT 12bis/13bis
43	Primes, allocations et indemnités payées à un travailleur contractuel ou statutaire de la police locale qui sont prises en compte pour la dotation sociale II, à l'exception de la prime de fin d'année – soumis à la cotisation pension public
44	Primes, allocations et indemnités payées à un travailleur statutaire de la police locale qui sont prises en compte pour la dotation sociale II, à l'exception de la prime de fin d'année – exonéré de la cotisation pension public
51	Indemnité payée à un membre du personnel définitif qui est totalement absent dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail
61	Tous les montants payés à un travailleur statutaire qui sont toujours considérés comme rémunération, à l'exception des indemnités mentionnées sous un autre code - exonéré de la cotisation de pension secteur public
65	Primes reçues par le travailleur statutaire qui limite ses prestations de travail dans le cadre des mesures de redistribution du travail - exonéré de la cotisation de pension secteur public
66	Indemnité payée à un membre du personnel nommé à titre définitif qui est totalement absent dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail - exonéré de la cotisation de pension secteur public
67	Tous les montants payés à un travailleur statutaire exonérés de la cotisation sécurité sociale et soumis à la cotisation de pension secteur public